

que, sous le régime d'une législature locale, la minorité protestante anglaise serait maltraitée. Or, à en juger par le fait que les protestants anglais n'ont jamais eu à se plaindre des franco-canadiens pendant qu'ils ne comptaient que quelques centaines dans le Bas-Canada, il n'est guère à présumer qu'ils tenteront de les tyranniser maintenant qu'ils sont beaucoup plus nombreux, et dans le but de corroborer ce que j'avance, je citerai l'ouvrage dont j'ai déjà parlé, car c'est à cette époque que fut répandue dans tous le pays la proclamation de WASHINGTON par l'armée chargée de l'envahir et que commandait ARNOLD :

" Nous nous réjouissons," dit le général WASHINGTON, dans sa proclamation adressée aux bas-canadiens dans le but de les engager à se joindre aux autres colonies, " de voir que nos ennemis se sont trompés à votre égard. — eux qui croyaient, qui avaient même osé dire, que les canadiens étaient incapables de distinguer entre les bienfaits de la liberté et l'esclavage qui avilit, et qu'en flattant la vanité d'un petit cercle de nobles, ils pouvaient en imposer au peuple du Canada..... Venez, frères, vous joindre à nous dans une union indissoluble ; venez, pour que nous atteignons ensemble le même but..... Mu par ces motifs et encouragé par les conseils de nombreux partisans que la liberté compte parmi vous, le grand congrès américain a envoyé une armée dans votre province commandée par le général SCHUYLER, non pour vous combattre, mais pour vous protéger et vous permettre d'agir selon ces sentiments de liberté que vous avez manifestés et que l'œuvre du despotisme voudrait faire disparaître du monde entier. Pour arriver à ce résultat et déjouer ces intentions cruelles et perfides, dont la conséquence serait l'envahissement de vos frontières et l'égorgeement des femmes et des enfants, j'ai envoyé le colonel ARNOLD sur votre territoire avec une partie de l'armée que je commande. Je lui ai enjoint d'agir, et je suis persuadé qu'il agira comme s'il se trouvait sur le sol de ses pères et au milieu de ses amis les plus chers. Il recevra avec reconnaissance et les payera à leur valeur tous les articles nécessaires que vous pourrez lui fournir ainsi que les autres services que vous voudrez lui rendre. Je vous prie donc, comme amis et comme frères, de lui procurer tous les approvisionnements que peut fournir votre pays, et je me fais moi-même garant, non pas seulement de votre sécurité, mais encore d'une ample indemnité. Que personne ne déserte ses foyers ; que personne ne fuie comme devant l'ennemi : la cause de l'Amérique et de la liberté est celle de tout citoyen vertueux, quelque soit sa religion ou sa race, la politique des colonies confédérées ne visant à nulle autre destruction que celle de l'esclavage et de la corruption créée par une domination arbitraire. Venez, généreux citoyens ; venez vous ranger sous le drapeau de la liberté, sous ce drapeau contre lequel ne prévaudront jamais la force et les artifices de la tyrannie."

On voit par cette proclamation que les promesses et les offres les plus séduisantes leur furent faites par le général républicain, mais sans succès. L'histoire du peuple franco-canadien renferme encore d'autres traits analogues, car, en 1778, le comte D'ESTAING lui fit parvenir la déclaration suivante :—

" Je ne demanderai point aux compagnons d'armes de M. le marquis de LÉVI ; à ceux qui ont partagé sa gloire, qui ont admiré ses talents, son tact militaire, qui ont chéri sa cordialité et sa franchise, caractère principal de notre noblesse, s'il est d'autres noms, chez d'autres peuples, auprès desquels ils aiment mieux voir placer les leurs. Les canadiens qui ont vu tomber pour leur défense le brave marquis de MONTCALM, pourraient-ils être les ennemis de ses neveux, combattre contre leurs anciens chefs, et s'armer contre leurs parents ? A leur nom seul, les armes leur tomberaient des mains ! Je n'observerai point aux ministres des autels que leurs efforts évangéliques auront besoin d'une protection particulière de la providence, pour que l'exemple ne diminue point la croyance, pour que l'intérêt temporel ne l'emporte pas, pour que les ménagements politiques des souverains, que la force leur a demandée, ne s'affaiblissent point à proportion de ce qu'ils auront moins à craindre ; qu'il est nécessaire pour la religion, que ceux qui la prêchent forment un corps dans l'état, et qu'il n'y aurait point de corps plus considéré ni qui eût plus de pouvoir de faire le bien que celui des prêtres du Canada, prenant part au gouvernement, parce que leur conduite respectable leur a mérité la confiance du peuple. Je ne ferai point remarquer à ce peuple, à tous mes compatriotes en général, qu'une vaste monarchie ayant la même religion, les mêmes mœurs, la même langue, où l'on trouve des parents, des anciens amis et des frères, est une source intarissable de commerce et de richesses plus faciles à acquérir par une réunion avec des voisins puissants et plus sûres qu'avec des étrangers d'une autre hémisphère, chez qui tout est dissemblable, et qui, tôt ou tard, souverains jaloux et despotes, les traiteront comme des vaincus, et plus mal, sans doute, que leurs cœurs devant compatriotes qui les avaient fait vaincre. Je ne ferai point sentir à tout un peuple, — car tout un peuple, quand il acquiert le droit de penser et d'agir, connaît son intérêt, — que se lier avec les États-Unis, c'est s'assurer son bonheur, mais je déclarerai, comme je déclare formellement au nom de Sa Majesté qui m'y a autorisé et qui m'a ordonné de le faire, que tous ses anciens sujets de l'Amérique Septentrionale qui ne reconnaîtront plus la suprématie de l'Angleterre, peuvent compter sur sa protection et sur son appui."

D'ESTAING en appela à leur origine, à leurs préjugés ; il invoqua les noms de LÉVI et de MONTCALM, et chercha même à influencer le clergé. Ce fût peine perdue : les franco-canadiens comprenaient trop bien leur position ; ils comprenaient de même que si